



CJPMO décrie le silence canadien sur le massacre de Gaza par Israël

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2018

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) condamne le silence du gouvernement canadien sur le massacre perpétré à Gaza par Israël. Depuis le 30 mars, les Palestinien-ne-s ont organisé une série de manifestations pacifiques à la frontière entre Gaza et Israël pour réclamer le droit de retour sur leurs terres d'origine. L'armée israélienne a réagi en ciblant illégalement les civils palestiniens. Après plus d'une semaine de manifestations, 27 Palestinien-ne-s ont été tué-e-s et plus d'un millier blessé-e-s par les tireurs d'élite israéliens.

« Amnesty International et d'autres organisations de droits humains ont critiqué la réponse brutale et disproportionnée d'Israël » a déclaré Thomas Woodley, président de CJPMO. « Condamner la tuerie de milliers de civils par les forces armées israéliennes devrait aller de soi », poursuit Woodley. CJPMO souligne que la tuerie de civils palestiniens par Israël viole également la quatrième Convention de Genève, qui interdit de cibler la population civile. En tant que signataire de la Convention, le Canada s'est engagé à respecter ses principes.

Amnesty International a déclaré qu'« en tant que puissante occupante, Israël doit respecter le droit des Palestiniens de manifester pacifiquement et de s'exprimer librement. [...] En aucun cas la force meurtrière ne doit être utilisée contre des manifestants pacifiques ». La procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a condamné la violence à Gaza, rappelant au monde que « les violences perpétrées contre des civils dans une situation comme celle qui prévaut à Gaza pourraient constituer des crimes visés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale ». L'UE et l'ONU ont exigé une enquête « indépendante » et « transparente » sur ces violences.

Cela fait douze ans que les Palestinien-ne-s de Gaza vivent paralysés par le blocus orchestré par Israël depuis l'élection du Hamas en 2006. Les manifestations des dernières semaines ont tenté d'attirer l'attention sur un territoire assiégé et sur les citoyen-ne-s qui l'habitent. Le territoire de Gaza fait environ la taille de l'île de Montréal et Israël contrôle étroitement toutes les entrées et sorties. Israël retient même ceux et celles qui nécessitent des soins médicaux d'urgence, ou qui obtiennent des bourses pour étudier à l'étranger. Israël bloque ou obstrue également le flux d'approvisionnement destiné à la population civile de Gaza, incluant beaucoup de matériel de construction comme du bois, du béton et des barres d'acier.

Montréal, le 10 avril 2018

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :
Miranda Gallo
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
Téléphone: 438-380-5410
[Courriel CJPMO](#) – [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2018

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca